

Communiqué de Presse

Pantin, le 9 juin 2005

La baisse de TVA dans la restauration sans contrepartie écrite sur l'emploi n'est qu'un détournement de fonds

Décidément il est difficile pour les salariés de se faire entendre suite au NON du référendum

La leçon n'aura servi à rien pour ce nouveau gouvernement. On prend les mêmes et on recommence.

La Fédération des Services CFDT interpelle une « énième » fois le gouvernement et les employeurs de la restauration pour obtenir des contreparties négociées à la baisse de la TVA pour les salariés.

L'emploi est depuis longtemps en crise dans ce secteur d'activité avec des millions de chômeurs en France et que propose les employeurs et le gouvernement ?

A ce jour, la Fédération des Services CFDT n'a eu aucune réponse de la part du Ministère concerné sur le sujet de la TVA.

Pourtant on entend parler de promesses par les employeurs, reprises par le gouvernement, sur l'emploi, les rémunérations, la professionnalisation, et tous les autres sujets qui normalement doivent être négociés entre les employeurs et les organisations syndicales. Ceci augure mal du sort qui sera réservé au dialogue social par ce gouvernement. La décision du Premier Ministre d'agir par ordonnances est des plus claires de ce point de vue.

Un monologue en quelque sorte entre gens de bonne compagnie.

A quand de réelles discussions sur l'emploi surtout dans un secteur en pénurie de main d'œuvre, N° 1 du travail illégal. Des dizaines de milliers d'emplois peuvent et doivent être créés. Les conditions de travail et les rémunérations doivent être attractives pour les jeunes ?

La seule préoccupation du Ministre des Finances, Thierry Breton, à propos de la baisse de la TVA, c'est de tenir la promesse faite aux employeurs par Jacques Chirac, employeurs qui n'attendent apparemment que ça pour continuer de se remplir les poches puisque aucune contrepartie pour les salariés n'est prévue.

Quand a-t-on vu que le dialogue social ou qu'une négociation commençait quand tout a déjà été décidé et bouclé ?

Les 1,5 milliard d'euros donnés par Nicolas Sarkozy, alors Ministre des Finances, sans concertation avec les organisations syndicales, pour une soit disant compensation du maintien de la TVA à 19,6%, servent-ils à l'emploi ?

NON, ils sont déjà dans le portefeuille des employeurs.

Quel triste bilan, mais il est vrai que cela dépend du côté où l'on se trouve, salariés ou employeurs...

Cette somme est pharaonique comparée aux quelques dizaines de millions d'euros promis à un certain PDG de la grande distribution, cela fait figure de pourboire à côté.

La Fédération des Services CFDT va alerter la Confédération européenne des syndicats et ses homologues syndicaux en France comme en Europe sur le détournement de fonds que peut constituer une baisse de la TVA en France sans contrepartie pour les salariés.

Ce n'est pas seulement un problème d'emploi franco-français, il se pose à l'échelle européenne.

Rappelons que la France reste la première destination touristique mondiale. C'est pourquoi de plus en plus de jeunes viennent des pays de l'Union Européenne pour y travailler et se former mais dans quelles conditions ...